



Revue de Presse

Marches plus forts que Monsanto

2017



Québec - Thetford Mines
Montréal - Saint Georges de Beauce

QUÉBEC

-

Les Amis de la Terre de Québec

Des manifestants disent non aux OGM et à Monsanto



Les manifestants se sont rendus au pied du MAPAQ avant de reprendre la route.

©(Photo TC Media - Prisca Benoit)

ALIMENTATION. Plus d'une centaine de manifestants ont pris la rue samedi pour pointer du doigt les dangers que représente la multinationale en agroalimentaire Monsanto et demander l'étiquetage obligatoire des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Partout dans le monde aujourd'hui, des marches se sont organisées pour dénoncer l'emprise de l'entreprise Monsanto sur le monde de l'industrie agroalimentaire. La multinationale vend notamment des pesticides et des semences génétiquement modifiées. «Ça menace vraiment la souveraineté alimentaire et la souveraineté agricole», avance la chargée de projet aux AmiEs de la terre, organisateur de la manifestation de Québec, Estelle Richard.

C'est que les semences vendues par la multinationale sont brevetées. Il n'est pas possible pour un agriculteur de replanter des graines qui comportent même une trace des OGM de Monsanto. La problématique est d'autant plus importante dans certains pays en voie de développement, où les agriculteurs se voient contraints d'utiliser les semences

génétiquement modifiées de l'entreprise, sous peine d'amendes salées ou d'un procès.

Les OGM ont été sous le feu de la rampe cette semaine au pays, après que le projet de loi proposé par le NPD demandant l'étiquetage obligatoire des OGM ait été défait. «C'est d'autant plus logique pour nous de demander l'étiquetage obligatoire, demander que l'agriculture biologique ait un plus grand espace sur le marché et alerter les gens sur le danger des pesticides et des OGM», croit Mme Richard.

Après un départ vers 11h30 à l'Assemblée nationale, les manifestants se sont dirigés vers Grande-Allée, pour ensuite bifurquer vers le 200 chemin Sainte-Foy, où se situe le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). Après une courte halte, ils ont repris la route vers la Place D'Youville où s'est terminée la marche.

LE TÉLÉJOURNAL QUÉBEC

BRUNO SAVARD

GUILLAUME DUMAS

ÉMISSION ÉQUIPE NOUS JOINDRE AUTRES SAISONS


BULLETIN D'INFORMATION DU SAMEDI 20 MAI 2017

ICI TÉLÉ tous les soirs 18 h 19 h HA


MÉDIAS SOCIAUX

Tweets de @savard_bruno

Bruno Savard a retweeté

 **ICI Québec** @iquebec

@savard_bruno et @maudreyhoule ainsi que toute l'équipe de Radio-Canada Québec vous souhaite une bonne et belle longue fin de semaine!



LE TÉLÉJOURNAL 18H 5:20 21:34 480p

Manifestation contre Monsanto à Québec

PUBLIÉ LE SAMEDI 20 MAI 2017



Une centaine de manifestants étaient rassemblés devant le parlement, à Québec. Photo : Radio-Canada/Marie-Maude Pontbriand

Une centaine de manifestants sont descendus dans la rue à Québec, samedi, pour dénoncer Monsanto, le plus grand fabricant d'herbicides et d'organismes génétiquement modifiés (OGM).

Cette manifestation s'inscrit dans une campagne visant à pousser l'industrie de la distribution alimentaire à mieux étiqueter les produits qui contiennent des OGM.

« On veut envoyer un message clair au gouvernement que les citoyens veulent des changements, explique Estelle Richard, organisatrice de la marche de Québec. On sait que la mobilisation citoyenne peut faire changer les choses. »

« Les gens ont le droit de savoir ce qu'ils mangent. »

— Estelle Richard, organisatrice de la manifestation de Québec

Les participants veulent aussi sensibiliser les gens à l'impact des pesticides sur la santé humaine. Ils souhaitent davantage d'agriculture biologique de proximité.

« On ne veut plus que l'agriculture de proximité soit une pratique marginale. On souhaite que ça devienne la norme », explique Mme Richard.

Ces rassemblements visent aussi à attirer l'attention sur les dangers que pourraient représenter les semences génétiquement modifiées commercialisées par Monsanto.



André Comeau Photo : Radio-Canada

André Comeau est chercheur en génétique végétale. Il a travaillé plus de 40 ans pour Agriculture Canada. Pendant longtemps, il a défendu les pesticides et les OGM, mais ses recherches l'ont fait changer d'avis.

« Tout le monde en mange à des doses très suffisantes pour détraquer tout le système intestinal. C'est peut-être ça, un des mécanismes qui cause un grand nombre de maladies. Personne n'en parle, pendant ce temps-là ça tue des vaches. »

Ces manifestations à travers la planète se tenaient alors que le Parlement du Canada a rejeté mercredi un projet de loi qui aurait rendu obligatoire l'étiquetage des aliments contenant des OGM.

Plus de 180 marches contre la multinationale avaient lieu à travers le monde. Au Québec, d'autres rassemblements étaient organisés à Montréal, à Thetford Mines et à Saint-Georges, en Beauce.

Marche contre les OGM et Monsanto à Québec



Un peu plus d'une centaine de personnes marchaient dans le Vieux-Québec vers 11h30.
Le Soleil, Yan Doublet



Jean-Frédéric Moreau

Le Soleil

(Québec) Les militants en faveur de l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans les aliments ont interpellé de nouveau le gouvernement du Québec, quelques jours à peine après le que fédéral ait dit non à un projet de loi qui allait en ce sens.

À l'occasion des marches citoyennes «Nous sommes plus forts que Monsanto», organisée à Québec par l'organisme AmiEs de la Terre, les quelque 150 manifestants réunis samedi ont

une fois de plus demandé au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) d'étiqueter les produits alimentaires qui contiennent des OGM.

«D'ici quelques mois, quelques années, on pourrait retrouver du saumon OGM sans le savoir dans les épiceries et les assiettes. Pour nous, c'est vraiment important que les gens sachent ce qu'ils mangent et qu'ils puissent être au courant de ce que c'est un OGM», a indiqué Estelle Richard, chargée du dossier agriculture et alimentation aux AmiEs de la Terre. Elle fait référence au cas récent d'un saumon génétiquement modifié approuvé pour alimentation humaine par Santé Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

Selon Jean-Pierre Guay, bénévole aux AmiEs de la Terre, les gens qui appuient l'étiquetage sont probablement ceux qui remettraient en question leur choix s'ils pouvaient décider entre deux produits similaires, dont l'un est génétiquement modifié. Une étude commandée par Santé Canada dont les résultats ont été connus en 2016 révélait que 78 % des Canadiens souhaitent l'étiquetage obligatoire des OGM dans les aliments.

L'appel des militants pro-étiquetage s'inscrit dans le contexte où le gouvernement fédéral a récemment freiné l'élan lancé par le député néo-démocrate Pierre-Luc Dusseault qui tentait d'obliger l'étiquetage des OGM. Son projet de loi C-291, qui prévoyait des modifications à la Loi sur les aliments et drogues, a été rejeté en deuxième lecture à la Chambre des communes.

Glyphosate contesté

Les participants à la marche dénoncent aussi le lobby de la multinationale Monsanto auprès des gouvernements sur l'utilisation des pesticides, principalement le glyphosate. Selon Mme Richard, ce pesticide couramment utilisé par Monsanto «aurait de lourds impacts sur la santé humaine et l'environnement».

Le généticien André Comeau estime s'être fait mentir par les multinationales. Autrefois pro-OGM, il dénonce aujourd'hui que Santé Canada ait autorisé l'utilisation du glyphosate au pays pour les 15 prochaines années.

L'agence fédérale a conclu, à la suite d'un réexamen, que l'utilisation du glyphosate «n'est pas génotoxique et il est peu probable qu'il présente un risque de cancer pour les humains», lit-on dans le résumé du rapport disponible sur le site Internet de Santé Canada. En 2015, l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) avait établi que les produits contenant du glyphosate ne présentaient pas de risques inacceptables pour la santé humaine ou l'environnement lorsqu'ils sont utilisés conformément aux modes d'emploi révisés sur les étiquettes des produits», est-il écrit dans la décision de Santé Canada.

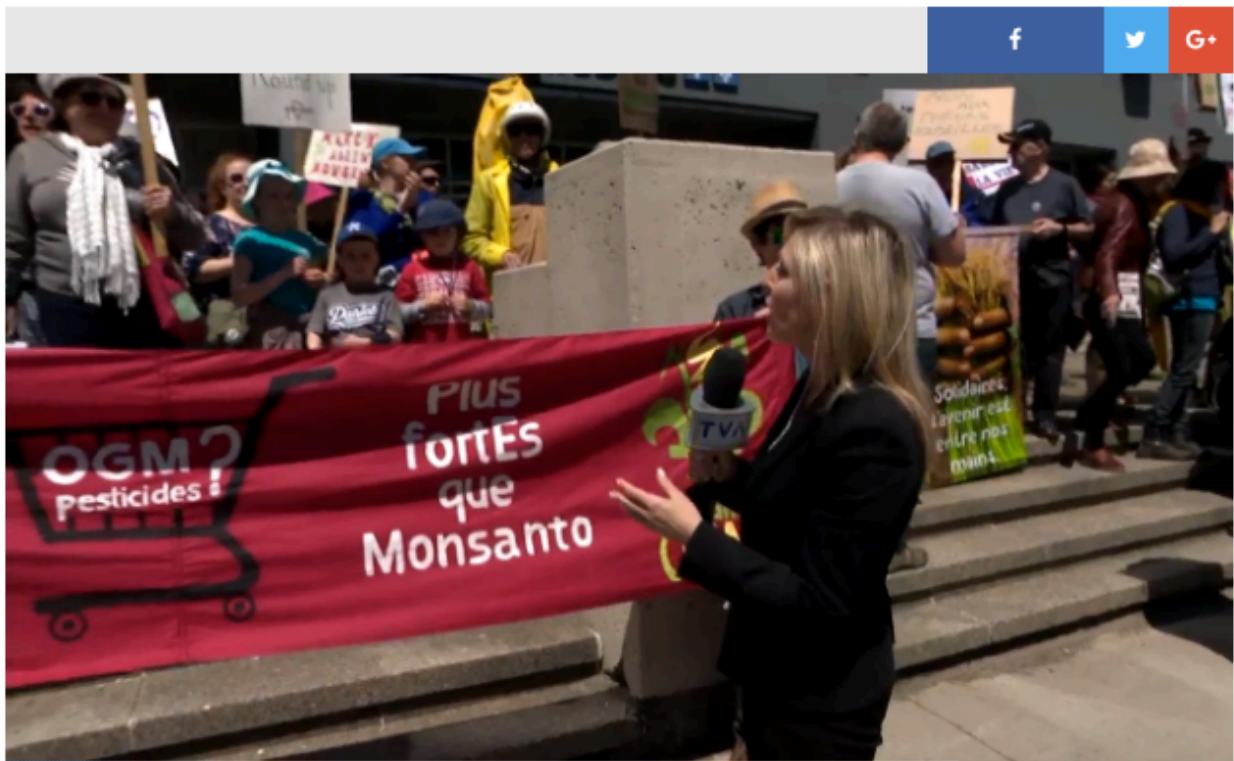
«Le ministre de l'Environnement, David Heurtel, a lui-même évoqué [l'utilisation croissante des pesticides] comme un problème et quelque chose d'alarmant sur lequel il fallait s'attarder. Pour l'instant, il n'y a pas de mesures qui ont été prises en ce sens», s'est désolée Mme Richard. Elle déplore que le gouvernement du Québec soit inactif sur cet aspect également.

➤ RÉGIONAL ➤ MARCHES CITOYENNES POUR RÉCLAMER L'...

Plus de 180 marches dans le monde

Marches citoyennes pour réclamer l'étiquetage obligatoire des OGM

Agence QMI | Publié le 20 mai 2017 à 15:17 - Mis à jour le 20 mai 2017 à 15:21



Des manifestations ont eu lieu samedi dans quatre villes du Québec «pour dénoncer le contrôle de quelques grandes multinationales des biotechnologies, comme Monsanto, sur notre système agroalimentaire», et pour réclamer l'étiquetage obligatoire des produits contenant des OGM.

Les manifestants se sont rassemblés à Montréal, Québec, Thetford Mines et Saint-Georges, en Beauce sous le thème «Nous sommes plus forts que Monsanto!». Plus de 180 marches du genre ont aussi eu lieu samedi dans une trentaine de pays à travers le monde.

À Montréal, ils étaient quelques centaines à s'être présentés au square Dorchester, au centre-ville, avant de marcher vers la place des Festivals où l'événement a pris fin. À Québec, ce sont plus de 150 personnes qui ont marché dans les rues de la ville. Les manifestants sont partis du parlement et se sont arrêtés devant le bureau du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sur le chemin Sainte-Foy.

Les organisateurs de ces marches citoyennes soutiennent que les entreprises du secteur des biotechnologies «promeuvent l'utilisation massive de la chimie et des pesticides, au détriment de l'environnement, de la santé et des peuples et paysan-ne-s qui produisent réellement les aliments pour nourrir le monde» et que l'utilisation des pesticides néfastes est étroitement liée aux cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM).

Les manifestants soulignent qu'il «est primordial dans une démocratie que le gouvernement du Québec soit à l'écoute des citoyen-ne-s du Québec et non des multinationales».

Selon eux, «cela commence entre autres par le droit de savoir et l'étiquetage obligatoire des organismes génétiquement modifiés (OGM)». Ils font valoir que plus de 64 pays ont déjà adopté un étiquetage obligatoire des produits contenant des OGM et que plusieurs pays ont même banni la culture des OGM.

«Les Libéraux provinciaux ont promis l'étiquetage obligatoire des OGM en 2003, a souligné, samedi, Thibault Rehn de Vigilance OGM. Depuis, les citoyen-ne-s du Québec attendent toujours cet étiquetage des OGM.»



THETFORD MINES

-

Comité Vert du CEGEP

Une marche pour exiger l'étiquetage des OGM



La marche mondiale «Plus fort que Monsanto» aura lieu à Thetford Mines, samedi.

©Sylvie Brunelle

Une marche aura lieu dans les rues de la ville de Thetford Mines, le samedi 20 mai, pour exiger l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés (OGM) au Québec et dénoncer le modèle agro-industriel actuel qui promeut l'utilisation massive de la chimie et des pesticides.

Cet événement, qui se veut une activité familiale et festive, s'amorcera dès 11 h à la Place de la paix, devant le Cégep. Les participants sont appelés à porter un chandail vert. L'itinéraire prévoit une visite au bureau de Laurent Lessard, député local et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, afin de faire valoir cette position et l'inciter à agir dans ce dossier majeur.

Plus de 60 pays ont déjà adopté un étiquetage obligatoire des produits contenant des OGM et plusieurs ont même banni leur culture. Nombreux Québécois demandent, depuis plusieurs années, l'étiquetage obligatoire des OGM ainsi que le virage vers une agriculture plus locale et écologique.

La marche de quatre kilomètres, où les animaux

de compagnie sont aussi les bienvenus, se terminera vers 12 h devant le Cégep. Tous sont invités à rester sur place après la marche et à apporter leur nourriture pour partager un pique-nique.

Cet événement est mondial, ainsi plusieurs milliers de citoyens marcheront dans les rues de près de 188 de villes, dans 35 pays à travers le monde. D'autres marches sont d'ailleurs prévues dans la province, soit à Québec, à Montréal et à Saint-Georges-de-Beauce.

Médias Transcontinental S.E.N.C.
1100 boul. René-Lévesque Ouest, Montréal,
QC H3B 4X9 (514) 392-9000

OGM? Le droit de savoir



Marie-Soleil Jacques redaction.thetford@tc.tc

Publié le 22 mai 2017



Les citoyens se sont d'abord réunis au Cégep de Thetford.

©Photo TC Media – Marie-Soleil Jacques

Plusieurs citoyens engagés de la région de Thetford se sont réunis, samedi dernier, pour la marche «Nous sommes plus forts que Monsanto» dans le but de transmettre l'importance d'avoir le choix de manger des aliments sains à la population, au gouvernement et aux multinationales qui ont le contrôle du système agroalimentaire.

«Je veux avoir le choix de manger des aliments sains, sans organisme génétiquement modifié (OGM). En consommer, c'est un peu comme encourager Monsanto et l'utilisation de pesticides. Pour l'instant, on subit le choix du gouvernement. On ne sait pas ce qu'on mange et c'est inquiétant. Moi, ça ne me tente pas d'encourager ça», a expliqué Coralie Charpentier, membre du Comité Vert.



Cette marche avait aussi lieu dans plusieurs villes de la province, ainsi que partout dans le monde.

Photo TC Media - Marie-Soleil Jacques

En effet, en exigeant l'étiquetage des OGM, les consommateurs pourraient enfin savoir ce qu'ils mettent dans leur assiette. C'est ce qu'avaient promis les Libéraux en 2003, mais le Québec attend toujours et cela en choque plus d'un.

«Aujourd'hui, j'ai l'impression que tout ce qu'on mange est chimique. Ce n'est pas comme avant quand les aliments étaient cultivés de façon naturelle. On ne peut plus faire confiance à ce qu'on mange, c'est dangereux pour notre santé et, le pire dans tout ça, c'est que pour le moment, on n'a même pas le droit de savoir quels aliments contiennent des OGM. J'ai milité toute ma vie pour ce genre de causes et ce n'est pas à 71 ans que je vais m'arrêter», a lancé Gaétane Lessard.



Le groupe Répercussion animait la marche.
Photo TC Media - Marie-Soleil Jacques

Le Comité Vert

Chapeautée par le Comité Vert, la marche contre Monsanto est l'une des nombreuses actions effectuées par les bénévoles pour avoir un impact environnemental positif dans la région.

«À Thetford, on dirait que tout est à faire. Ça prend des gens engagés qui vont poser des gestes concrets. Il faut commencer par ça; sensibiliser la population, lancer un message au gouvernement et montrer qu'ici on ne fait pas exception», a commenté Jordann McCutcheon, membre du Comité Vert.



Jordann McCutcheon, membre du Comité Vert, lors du discours d'ouverture
Photo TC Media - Marie-Soleil Jacques

«C'est bien de faire, chez soi, de petits gestes quotidiens et d'avoir des valeurs écologiques, mais ça prend plus que ça pour faire avancer les choses. Par exemple, le Comité Vert a plusieurs idées en tête comme la construction d'un toit vert au Cégep. C'est le genre de projets qui pourrait avoir un effet positif à long terme sur l'environnement», a ajouté Stéphanie Gamache, bénévole.

Les incroyables comestibles

Un autre projet innovateur et environnemental se concrétisera à Thetford, au début de l'été 2017, avec l'arrivée du concept des incroyables comestibles.

«Il s'agit d'une expérience communautaire qui consiste à mettre gratuitement à la disposition des citoyens des légumes ou des fruits cultivés par des volontaires. De petits potagers seront disposés à quelques endroits dans la ville, dont un qui longera la piste cyclable. Les gens n'auront qu'à se servir. Ils peuvent aussi participer en cultivant leurs propres aliments à la maison ou dans les potagers», a expliqué Carole Lafférière, bénévole du mouvement.

Monsanto, c'est quoi?

Monsanto est l'une des grandes multinationales biotechnologiques, fabricante de pesticides et de semences OGM. L'entreprise controversée a été l'objet de plusieurs condamnations pour ses pratiques au cours des années.

MONTREAL

-

Vigilance OGM

Marches citoyennes pour réclamer l'étiquetage obligatoire des OGM

f 56

PARTAGEZ SUR FACEBOOK



PARTAGEZ SUR TWITTER



AUTRES



PHOTO FACEBOOK VIGILANCE OGM

AGENCE QMI

Samedi, 20 mai 2017 16:11

MISE à JOUR Samedi, 20 mai 2017 16:11

Des manifestations ont eu lieu samedi dans quatre villes du Québec «pour dénoncer le contrôle de quelques grandes multinationales des biotechnologies, comme Monsanto, sur notre système agroalimentaire», et pour réclamer l'étiquetage obligatoire des produits contenant des OGM.

Les manifestants se sont rassemblés à Montréal, Québec, Thetford Mines et Saint-Georges, en Beauce sous le thème «Nous sommes plus forts que Monsanto!». Plus de 180 marches du genre ont aussi eu lieu samedi dans une trentaine de pays à travers le monde.

À Montréal, ils étaient quelques centaines à s'être présentés au square Dorchester, au centre-ville, avant de marcher vers la place des Festivals où l'événement a pris fin. À Québec, ce sont plus de 150 personnes qui ont marché dans les rues de la ville. Les manifestants sont partis du parlement et se sont arrêtés devant le bureau du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sur le chemin Sainte-Foy.

Les organisateurs de ces marches citoyennes soutiennent que les entreprises du secteur des biotechnologies «promeuvent l'utilisation massive de la chimie et des pesticides, au détriment de l'environnement, de la santé et des peuples et paysan-ne-s qui produisent réellement les aliments pour nourrir le monde» et que l'utilisation des pesticides néfastes est étroitement liée aux cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM).

Les manifestants soulignent qu'il «est primordial dans une démocratie que le gouvernement du Québec soit à l'écoute des citoyen-ne-s du Québec et non des multinationales».

Selon eux, «cela commence entre autres par le droit de savoir et l'étiquetage obligatoire des organismes génétiquement modifiés (OGM)». Ils font valoir que plus de 64 pays ont déjà adopté un étiquetage obligatoire des produits contenant des OGM et que plusieurs pays ont même banni la culture des OGM.

«Les Libéraux provinciaux ont promis l'étiquetage obligatoires des OGM en 2003, a souligné, samedi, Thibault Rehn de Vigilance OGM. Depuis, les citoyen-ne-s du Québec attendent toujours cet étiquetage des OGM.»

Marches citoyennes pour réclamer l'étiquetage obligatoire des OGM



Photo Facebook Vigilance OGM

Des manifestations ont eu lieu samedi dans quatre villes du Québec «pour dénoncer le contrôle de quelques grandes multinationales des biotechnologies, comme Monsanto, sur notre système agroalimentaire», et pour réclamer l'étiquetage obligatoire des produits contenant des OGM.

Les manifestants se sont rassemblés à Montréal, Québec, Thetford Mines et Saint-Georges, en Beauce sous le thème «Nous sommes plus forts que Monsanto!». Plus de 180 marches du genre ont aussi eu lieu samedi dans une trentaine de pays à travers le monde.

À Montréal, ils étaient quelques centaines à s'être présentés au square Dorchester, au centre-ville, avant de marcher vers la place des Festivals où l'événement a pris fin. À Québec, ce sont plus de 150 personnes qui ont marché dans les rues de la ville. Les manifestants sont partis du parlement et se sont arrêtés devant le bureau du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sur le chemin Sainte-Foy.

Les organisateurs de ces marches citoyennes soutiennent que les entreprises du secteur des biotechnologies «promeuvent l'utilisation massive de la chimie et des pesticides, au détriment de l'environnement, de la santé et des peuples et paysan-ne-s qui produisent réellement les aliments pour nourrir le monde» et que l'utilisation des pesticides néfastes est étroitement liée aux cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM).

Les manifestants soulignent qu'il «est primordial dans une démocratie que le gouvernement du Québec soit à l'écoute des citoyen-ne-s du Québec et non des multinationales».

Selon eux, «cela commence entre autres par le droit de savoir et l'étiquetage obligatoire des organismes génétiquement modifiés (OGM)». Ils font valoir que plus de 64 pays ont déjà adopté un étiquetage obligatoire des produits contenant des OGM et que plusieurs pays ont même banni la culture des OGM.

«Les Libéraux provinciaux ont promis l'étiquetage obligatoires des OGM en 2003, a souligné, samedi, Thibault Rehn de Vigilance OGM. Depuis, les citoyen-ne-s du Québec attendent toujours cet étiquetage des OGM.»

SAINT-GEORGES DE BEAUCE

-

Karine PAQUET

16 mai 2017 - 08:55 | Mis à jour : 09:43

Marche citoyenne contre Monsanto samedi à Saint-Georges et à travers le monde

Par Stéphane Quintin, Journaliste



La marche de l'an dernier à Saint-Georges avait réuni près d'une centaine de personnes. - Photo: Courtoisie

A A A

Près de 200 marches citoyennes « Nous sommes plus forts que Monsanto ! » se tiendront le samedi 20 mai prochain dans une trentaine de pays dans le monde pour dénoncer le contrôle de la multinationale américaine sur le système agroalimentaire. La manifestation a été nommée de la sorte au Québec pour une deuxième année consécutive. Une centaine de personnes sont attendues à Saint-Georges.

« Nous devons exiger le droit de savoir ce que l'on mange. Il faut s'unir et se lever tous ensemble pour faire valoir nos droits ! », a déclaré l'organisatrice de la marche citoyenne beauceronne Karine Paquet. « En organisant l'événement l'an dernier, je me suis rendue compte que plusieurs personnes ne savent même pas ce qu'est Monsanto ou les OGM, et surtout ce que ça implique. Je trouve ça important de conscientiser la population à ces enjeux environnementaux qui se rendent jusque dans nos assiettes », a-t-elle expliqué dans une entrevue au réseau québécois Vigilance OGM.

Parmi les demandes des manifestants, l'étiquetage obligatoire des OGM

Promesse électorale du parti libéral en 2003, l'étiquetage obligatoire des organismes génétiquement modifiés reste une préoccupation pour 88% des Canadiens selon un sondage Ipsos de septembre 2015. Aujourd'hui, pas moins de 64 pays l'ont déjà adopté, dont l'Union européenne en 1997. « Suite à la Marche, j'aimerais garder contact avec les gens présents pour initier des actions locales. Si on peut éveiller la population de Saint-Georges en même temps, lorsqu'ils nous verront marcher dans les rues, ce sera vraiment génial ! », a précisé Karine.

Informations pratiques

- La marche citoyenne de Saint-Georges débutera aux passerelles, devant l'aréna
- Le départ sera donné vers 11h
- Plus d'informations sur le sujet en cliquant sur le site vigilanceogm.org